

vait s'y attendre, la résistance des accusés a été farouche. Dans un tel climat, le positif avait peine à émerger. Néanmoins, les participants ont convenu de trois conférences à caractère technique sur des sujets précis qui se tiendraient durant la période entre la réunion de Belgrade et la rencontre suivante des signataires: une conférence scientifique organisée par le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest, une conférence juridique sur l'arbitrage obligatoire organisée par la Suisse et une troisième conférence, perçue par ses hôtes maltais comme étant plus qu'une réunion à caractère purement technique sur des problèmes méditerranéens précis. (On trouvera un compte rendu détaillé de la CSCE dans le numéro de juillet/août 1978 de *Perspectives internationales*.)

La réunion de Belgrade et les trois conférences qui en ont découlé ont engendré une déception à la fois généralisée et compréhensible. Ce phénomène s'est accompagné de la détermination de faire de la réunion qui se tiendrait à Madrid en novembre 1980 une réunion plus productive. Les alliés de l'OTAN ont établi un mécanisme de consultations sur toutes les composantes de la réunion. Il s'est en outre constitué un vaste réseau de contacts bilatéraux avec la nomination, par presque tous les signataires de l'Acte final, de hauts fonctionnaires faisant office de coordinateurs nationaux en prévision de la conférence à venir. Ces personnes se sont rendues à maintes reprises déjà auprès de leurs homologues pour sonder les opinions, partager les perceptions, discuter les propositions et harmoniser les positions pour faire démarrer la réunion de Madrid sur un meilleur pied qu'à Belgrade. Les contacts entre l'Est et l'Ouest par l'entremise de ces hauts fonctionnaires ont permis de constater que les nations de l'Europe de l'Est manifestaient un très vif intérêt pour la réussite de la conférence et qu'elles voyaient dans le processus de la CSCE un moyen de mettre en relief leurs personnalités nationales propres et d'élargir le cercle de leurs contacts internationaux. En outre, leur expérience montrait que lorsque la détente prospérait il y avait davantage de possibilités de manœuvrer et de repousser les limites de la tolérance de l'Union soviétique en matière d'expérimentation et de priorités nationales. Les nations neutres et non-alignées d'Europe et les membres de l'Alliance occidentale partageaient à part entière cet intérêt.

Des propositions ont émané de toutes parts. Les nations du bloc de l'Est ont su mettre les leurs particulièrement en évidence par le biais d'une série de communiqués émanant du Comité consultatif du Pacte de Varsovie ainsi que par le truchement de déclarations prononcées par le président Brejnev lui-même, dont celle faite à Berlin-Est le 6 octobre 1979.

### **Renforcer la confiance**

La question des mesures propres à renforcer la confiance a progressivement reçu beaucoup d'attention. Dans l'esprit des alliés occidentaux, elle était généralement liée aux diverses discussions en cours dans le cadre du processus des SALT, des négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces à Vienne et des travaux au sein d'autres instances s'occupant du désarmement. Ces mesures étaient donc perçues comme une composante additionnelle impor-